EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 26 mars 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Gérard BISMUTH - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Jacqueline DURANDO - Jean-Louis BONAN représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Joëlle BOULAY représentée par Sylvie NESPOULOUS - Alain CROCE représenté par Marc POGGIALE - Eric DI MECO représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Eric DIARD représenté par Robert HABRANT - Mireille FOURNERON représentée par Jean-Paul ULIVIERI - Samia GHALI représentée par Eric LE DISSES - Martine GOELZER représentée par Guy PONTOUS - Vincent GOMEZ représenté par Antoine LORENZI - Gérard GRAUGNARD représenté par Lucien MERLENGHI - Laurence JOUANDON représentée par Corinne LEGAL - Mourad KAHOUl représenté par Arlette SALVO - René MALLEVILLE représenté par Clément YANA - Myriam MALLIA représentée par Michelle GUEYDAN - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Martine MATTEI représentée par Pascal GILLET - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Frédéric OUNANIAN représenté par Michel ILLAC - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc BENZI - Roland POVINELLI représenté par Gérard BISMUTH - André VARESE représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Valérie BOYER - Jean-Claude GAUDIN - Christel SIMONETTI-ACHARD.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEV 004-306/12/CC

■ Approbation d'une convention avec l'Etat et les Collectivités Territoriales partenaires relative à la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au Plan Local de Redynamisation initié par l'Etat

DPEATSV 12/7902/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Le Premier ministre a annoncé le 25 juillet 2008 la liste des sites concernés par la réforme de la carte militaire sur l'ensemble du territoire national. 83 sites seront fermés et 33 sites seront déplacés. Un dispositif d'accompagnement a été rendu public.

Il comprend la mise en place de contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) et de plans locaux de redynamisation (PLR).

Le département des Bouches-du-Rhône qui est concerné par la réforme de la carte militaire de juillet 2008, par la suppression d'environ 500 emplois civils et 450 militaires, bénéficie d'un plan local de redynamisation (PLR) initié par l'Etat en partenariat avec les collectivités territoriales et les institutions économiques.

A cette fin, une enveloppe d'un montant d'un million et demi d'euros a été allouée au titre du Fonds pour les restructurations de la Défense (FRED) et du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

Le PLR, accompagné de moyens financiers, a pour objet de recréer un nombre d'emplois au moins égal à celui supprimé par les restructurations.

L'objectif est de faciliter l'implantation d'entreprises créatrices d'activités et d'emplois dans les domaines de l'innovation et de l'audiovisuel et du multimédia par le développement d'activités productives et de services aux entreprises.

Les parties signataires se fixent l'objectif de création d'au minimum 600 emplois directs sur la période 2012 – 2014 sur le périmètre de la métropole marseillaise.

Les actions retenues dans le présent plan de redynamisation concerneront cinq périmètres de l'agglomération marseillaise, Marseille Provence Métropole :

- le périmètre du Technopole de Château Gombert (axe1.1),
- le périmètre du Technopole de Luminy (axe1.1),
- le périmètre du pôle média de la Belle de Mai (axes 1.1 et 2),
- le périmètre de l'ancienne friche industrielle de la SMAC ACIEROID, sise dans le Nord de Marseille au niveau des zones franches urbaines (axe 1.2),
- le périmètre du Parc des Florides situé à Marignane (axe1.1).

- Le présent Plan Local de Redynamisation prendra effet à compter de la date de signature pour une période de 36 mois, reconductible pour une période de 24 mois supplémentaires maximum.

- Les actions de revitalisation soutiennent des projets qui, par leurs effets positifs directs et indirects sur l'emploi, participent à une stratégie d'excellence ou de reconversion du territoire.

Deux axes de développement ont été retenus :

appuyer la création et le développement d'entreprises

- o en favorisant le développement d'entreprises innovantes créatrices d'emplois sur l'agglomération marseillaise, d'une part,
- o en assurant l'aménagement du site « SMAC ACEROID » en un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal, d'autre part.

structurer un pôle Média et audiovisuel sur le quartier de la Belle de Mai

- o en assurant la mise en place d'un dispositif de studio performant de « Motion Capture », Sa mise en œuvre est conditionnée à l'engagement d'opérateurs privés tant sur l'investissement que sur l'exploitation de l'équipement.

- Les opérations incluses dans le présent Plan Local de Redynamisation représenteraient un coût total de 13 150 000 euros TTC.

La contribution financière de l'Etat est de 1 500 000 euros sur une durée de trois ans, au titre du fonds pour les restructurations de défense (FRED) : 1 000 000 euros et 500 000 euros au titre du fonds national d'aménagement du territoire (FNADT).

Le montant total des contributions apportées au Plan Local de Redynamisation par les collectivités territoriales partenaires est fixé dans le tableau financier prévisionnel ci-dessous.

Fiche	Montant total € TTC	Europe	ETAT		Ville de Marseille	MPM	CG 13	CR PACA	Autres financeurs
			FNADT	FRED					
Axe 1 : L'Appui à la création et au développement d'entreprises	12 150 000	2 600 000	500 000	750 000	750 000	2 800 000	650 000	200 000	3 900 000
Fiche N° 1.1									
Favoriser le développement d'entreprises innovantes créatrices d'emplois sur l'agglomération marseillaise	1 800 000			750 000	100 000	500 000	450 000	A confirmer / déterminer	
Fiche N° 1.2									
Aménagement du site « SMAC ACEROID » en un pôle de création d'entreprise et un pôle artisanal	10 350 000	2 600 000	500 000		Apport du foncier (650 000)	2 300 000	200 000	200 000	3 900 000 (opérateur privé)
Axe 2 : Optimisation du pôle Media pour favoriser l'attractivité et le développement de l'emploi	1 000 000*			250 000		500 000 *			250 000*
Fiche N° 2.1									
Création d'un Studio Motion Capture	1 000 000*			250 000		500 000*			250 000 (opérateur privé)
TOTAL	13 150 000	2 600 000	500 000	1 000 000		4 900 000			4 150 000

* Le montant des financements et leurs répartitions entre les acteurs seront précisés lors d'un prochain comité de site sur la base de la clarification du modèle économique : engagement d'un opérateur privé pour exploiter l'équipement sur une durée de 3 ans et apport d'un financement privé. (Cf. relevé de décisions du comité de site du 201/01/2012).

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Signé le 26 Mars 2012
Reçu au Contrôle de légalité le 28 mars 2012

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération ECO 002-181/08/CC du 8 février 2008 portant sur la création d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Pôle de création d'entreprises en ZFU ;
- La délibération DEV 004-1974/10/CC du 25 mars 2010 portant sur la revalorisation de cette autorisation de programme ;
- La délibération DEV 001-260/11/CC du 28 mars 2011 portant sur l'affectation de cette autorisation de programme ;
- La délibération DEV 003-717/11/CC du 21 octobre 2011 portant approbation et affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en Zone Franche Urbaine ;
- La délibération n° DEV 002-716/11/CC du 21 octobre 2011 portant approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative aux aides à finalité régionale et aux aides aux PME ;

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les actions proposées sont parfaitement cohérentes avec la stratégie de développement économique de Marseille Provence Métropole en appuyant le développement de l'économie de la connaissance, le soutien aux petites entreprises situées dans les Zones Franches Urbaines et la dynamisation de la filière audiovisuelle et Multimédia.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvée la participation de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole au Plan Local de Redynamisation initié par l'Etat

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'Etat et les Collectivités Territoriales Partenaires.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole
– Sous-Politique : B 320 – Opération 2011/00236 – Opération 2008/00157.

Pour Visa,
Le Conseiller Délégué à l'Economie

Guy TEISSIER

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Développer l'économie et servir l'emploi

Alexandre BIZAILLON

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI